

Giscard préfère un accord entre pays de la zone euro à un traité

REUTERS mercredi 7 décembre 2011 13h34



PARIS (Reuters) - Valéry Giscard d'Estaing propose un accord "à la Schengen" pour les 17 pays de la zone euro à même de calmer les marchés d'ici début 2012, sans passer par un traité comme l'envisagent Paris et Berlin, une procédure trop longue à ses yeux.

L'ancien président français de 1974 à 1981, qui fut un des précurseurs de l'Union monétaire, considère par ailleurs une sortie provisoire de la Grèce de la zone euro comme une "option à étudier" dans l'intérêt de ce pays étranglé par sa dette.

"Ce que je recommande, ce n'est pas la négociation d'un traité infaisable à 27 actuellement, mais le recours à un accord de type Schengen entre les gouvernements de la zone euro", a-t-il dit à Reuters lors d'un entretien dans son bureau parisien. "D'ailleurs, je pense que ça va se terminer comme ça".

"Ce serait beaucoup plus rapide, ça peut être fait en trois mois, pour le début de l'année, et ça calmera les marchés", espère-t-il.

L'ancien président prend pour exemple l'accord de libre circulation dit "de l'espace Schengen", qui regroupe 22 membres de l'UE et trois Etats associés (Islande, Norvège et Suisse).

Sa contre-proposition intervient à la veille du Conseil européen de Bruxelles où sera présenté le plan franco-allemand sur le renforcement de la gouvernance de la zone euro passant par la rédaction d'un nouveau traité à partir de mars.

Mais, pour Valéry Giscard d'Estaing, seul un accord passé entre pays ayant adopté la monnaie unique, en dehors des traités existants, a des chances d'être efficace.

"Sinon c'est le désordre", dit-il. "Le meilleur schéma, c'est de se mettre d'accord très vite à 17 sur une règle plafonnant les déficits budgétaires et l'endettement, et prévoir des sanctions pour ceux qui ne les respecteraient pas."

"Deuxièmement, organiser un suivi par des réunions des chefs de gouvernement tous les mois, avec un secrétariat qui suit les décisions pour s'assurer que les choses sont faites".

"Si on fait ces deux choses, à mon avis les marchés se calmeront", prédit-il en reprenant donc les principaux éléments de l'accord franco-allemand, mais pas la procédure.

LA GRÈCE HORS DE L'EURO EST "UNE OPTION"

Sans parler d'Europe fédérale et encore moins des Etats-Unis d'Europe, Valéry Giscard d'Estaing prône une approche fédérale de la gestion des affaires de l'Union.

"On ne peut faire une Europe fédérale, ne serait-ce qu'à cause des différences de taille des Etats, mais on peut gérer de manière fédérale des compétences européennes", dit-il. A l'instar du commerce, "la monnaie pourra être gérée de cette manière".

Président de la convention qui a rédigé le traité constitutionnel rejeté par référendum en France et aux Pays-Bas en 2005, finalement repris dans le traité de Lisbonne deux ans plus tard, Valéry Giscard d'Estaing regarde d'un oeil mi-désolé, mi-optimiste le marasme qui secoue actuellement l'Union.

"Si l'accord franco-allemand tient, on sortira de tout cela sans beaucoup de dommages mais la situation actuelle est très déplaisante", dit l'ancien président de 85 ans, membre du Conseil constitutionnel en France.

Il compare l'Union à "une ville assiégée, très grande, avec une population nombreuse, une économie forte. Si les dirigeants font ce qu'il faut, elle va retrouver sa liberté".

S'il tient à souligner que "le cours de l'euro est très stable", Valéry Giscard d'Estaing s'empare contre la spéculation "insupportable" des Américains "qui non seulement spéculent mais font le jeu des agences de notation".

Dans l'Europe tourmentée de ces derniers mois, une sortie de la Grèce de la zone euro lui semble "une option à étudier".

"Rester dans la zone euro, c'est possible (mais) une reprise économique avec une monnaie forte est très difficile, dit-il.

"Ceci doit être étudié sérieusement et honnêtement : utiliser pendant un moment la monnaie nationale ou garder la sécurité d'une monnaie forte. C'est à eux de voir, tout ceci dans un esprit de solidarité", ajoute "VGE", qui juge que Nicolas Sarkozy "a tort" de considérer comme catastrophique l'hypothèse d'une telle exception grecque.

La Grèce y retrouverait selon lui des marges de compétitivité grâce à une dévaluation de sa monnaie.

"Les gens peuvent accepter une déflation de 5% mais pas de 40%", estime Valéry Giscard d'Estaing, laissant entendre qu'il pencherait pour l'option d'un retour provisoire à la drachme s'il était aux affaires dans une telle situation.

Edité par Yves Clarisse